

VD_GERICHTE PE17.015822 vom 3. Mai 2022

VD Tribunal cantonal, 2022-05-03, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE17.015822

FR: VD_GERICHTE PE17.015822 du 3 mai 2022

IT: VD_GERICHTE PE17.015822 del 3 maggio 2022

Erwägungen

E. 4.1

Le recourant conteste l'existence d'un risque de fuite. Il fait valoir que, bien qu'il ait menti, il n'aurait pas eu l'intention d'échapper à la justice lorsqu'il avait sollicité le report de son audition récapitulative, mais qu'il voulait consulter un avocat grand spécialiste du droit pénal pour préparer sa défense, qu'il est de nationalité suisse et domicilié en Suisse où il aurait toute sa famille et qu'il n'aurait ni les moyens ni la possibilité de fuir à l'étranger.

E. 4.2

Conformément à l'art. 221 al. 1 let. a CPP, la détention provisoire peut être ordonnée s'il y a sérieusement lieu de craindre que le prévenu se soustraie à la procédure pénale ou à la sanction prévisible en prenant la fuite. Selon la jurisprudence, le risque de fuite doit s'analyser en fonction d'un ensemble de critères, tels que le caractère de l'intéressé, sa moralité, ses ressources, ses liens avec l'Etat qui le poursuit ainsi que ses contacts à l'étranger, qui font apparaître le risque de fuite non seulement possible, mais également probable. La gravité de l'infraction ne peut pas, à elle seule, justifier le placement ou le maintien en détention,

- 13 - même si elle permet souvent de présumer un danger de fuite en raison de l'importance de la peine dont le prévenu est menacé (ATF 143 IV 160 consid. 4.3, JdT 2018 IV 3; TF 1B_124/2021 du 12 avril 2021 consid. 5; TF 1B_549/2020 du 9 novembre 2020 consid. 3.1). Le risque de fuite s'étend également au risque de se soustraire à la procédure pénale ou à la sanction prévisible en tombant dans la clandestinité à l'intérieur du pays (ATF 143 IV 160 précité ; TF 1B_549/2020 précité).

E. 4.3

En l'espèce, le fait que le recourant soit ressortissant suisse et que toute sa famille vive en Suisse ne change rien à l'existence du risque de fuite. En effet, le comportement du recourant, qui a menti en indiquant faussement à son défenseur qu'il était à l'étranger pour un engagement humanitaire pour tenter d'obtenir le report de son audition récapitulative – élément de preuve important imposé par le CPP afin de s'assurer que le prévenu ait pu s'exprimer de manière complète – et qui, ce faisant, a retardé l'enquête en empêchant le Ministère public de poursuivre l'instruction, démontre qu'il est prêt à tout pour faire durer la procédure et qu'il est à craindre, en cas de libération, qu'il tente de fuir la justice. Ainsi, au regard des charges qui pèsent contre lui et de la peine à laquelle il s'expose, le risque qu'il prenne la fuite ou qu'il entre dans la clandestinité pour échapper à la procédure pénale ouverte à son encontre est important. Partant, c'est à raison que le Tribunal des mesures de contrainte a considéré que le risque de fuite était concret.

E. 5

; TF 1B_242/2013 du 5 août 2013 consid. 3), l'existence manifeste des risques de fuite et de collusion suffit à justifier le maintien en détention provisoire de R. _____ et dispense la Cour de céans d'examiner les arguments du recourant en lien avec un éventuel risque de réitération, risque n'ayant au demeurant pas été retenu par le Tribunal des mesures de contrainte.

E. 5.1

Le recourant conteste l'existence d'un risque de collusion. Il soutient qu'il aurait été sous le choc lors de la perquisition, qu'il aurait coopéré dès son audition par le procureur en indiquant le numéro permettant de déverrouiller son téléphone portable pour accéder aux informations qu'il contenait, que tous les objets saisis, désormais en mains du Ministère public, pourraient être contrôlés par la police sans qu'il puisse compliquer les investigations de quelque manière que ce soit, que dans la mesure où son téléphone portable était en mains de la police, il ne

- 14 - pourrait plus concrètement mettre en péril les mesures d'instruction envisagées par le procureur et que le fait que les mesures d'instruction annoncées pourraient rendre nécessaire la mise en œuvre d'autres mesures d'investigation nécessaires serait trop abstrait.

E. 5.2

Pour retenir l'existence d'un risque de collusion au sens de l'art. 221 al. 1 let. b CPP, l'autorité doit démontrer que les circonstances particulières du cas d'espèce font apparaître un danger concret et sérieux de manœuvres propres à entraver la manifestation de la vérité, en indiquant, au moins dans les grandes lignes et sous réserve des opérations à conserver secrètes, quels actes d'instruction elle doit encore effectuer et en quoi la libération du prévenu en compromettrait l'accomplissement. Dans cet examen, entrent en ligne de compte les caractéristiques personnelles du détenu, son rôle dans l'infraction ainsi que ses relations avec les personnes qui le mettent en cause. Entrent aussi en considération la nature et l'importance des déclarations, respectivement des moyens de preuves susceptibles d'être menacés, la gravité des infractions en cause et le stade de la procédure (ATF 137 IV 122 consid. 4.2 pp. 127 ss ; ATF 132 I 21 consid. 3.2 pp. 23 ss et les références citées). Plus l'instruction se trouve à un stade avancé et les faits sont établis avec précision, plus les exigences relatives à la preuve de l'existence d'un risque de collusion sont élevées (ATF 137 IV 122 consid. 4.2; ATF 132 I 21 consid. 3.2.2 ; TF 1B_426/2021 du 27 août 2021 consid. 2.1; TF 1B_414/2021 du 16 août 2021 consid. 5.1).

E. 5.3

En l'espèce, quand bien même l'enquête sur les nouveaux faits a déjà quelque peu avancé, la Chambre de céans considère, avec le Tribunal des mesures de contrainte, que le risque de collusion est sérieux et concret. En effet, compte tenu des éléments figurant au dossier, on ne saurait se contenter des seules explications du recourant, qui a menti en cherchant à se soustraire à son audition par le Ministère public et qui a

- 15 - dissimulé des moyens de preuves. Si plusieurs mesures d'instruction sont en passe d'être mises en œuvre, notamment l'extraction des données du téléphone portable du recourant et des données des disques durs de son ordinateur, l'enquête doit se poursuivre afin de déterminer l'ampleur de l'activité délictueuse de R. _____ et d'identifier d'éventuels autres clients lésés et d'éventuels comparses, et le recourant doit encore être confronté aux résultats de ces mesures. Dans l'intervalle, il y a lieu d'empêcher qu'il puisse

entrer en contact avec ces personnes afin de minimiser son implication en tentant d'influencer leurs déclarations ou qu'il entreprenne des démarches en vue de faire disparaître des éléments de preuves. Ainsi, à ce stade de l'enquête, une libération de R. _____ compromettrait très sérieusement l'enquête.

E. 5.4

Les hypothèses prévues par l'art. 221 al. 1 CPP étant alternatives et non cumulatives (TF 1B_242/2016 du 21 juillet 2016 consid.

E. 6.1

Le recourant sollicite la mise en œuvre de mesures de substitution sous la forme du dépôt de ses papiers d'identité auprès de la police ou du Ministère public, ainsi que le port d'un bracelet électronique.

E. 6.2

En vertu du principe de la proportionnalité ancré à l'art. 36 al. 3 Cst. (Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 ; RS 101), l'autorité doit tenter autant que possible de substituer à la détention toute autre mesure moins incisive propre à atteindre le même résultat (ATF 142 IV 367 consid. 2.1, SJ 2017 I 233 ; ATF 133 I 270 consid. 2.2). Cette exigence est concrétisée par l'art. 237 al. 1 CPP, qui prévoit que le tribunal compétent ordonne une ou plusieurs mesures moins sévères en lieu et place de la détention provisoire ou pour des motifs de

- 16 - sûreté si ces mesures permettent d'atteindre le même but que la détention. Le juge de la détention n'est en particulier pas limité par la liste énoncée à l'art. 237 al. 2 CPP et peut également, le cas échéant, assortir la/les mesure(s) de substitution de toute condition propre à en garantir l'efficacité (ATF 142 IV 367 consid. 2.1, SJ 2017 I 233).

E. 6.3

En l'occurrence, les mesures de substitution proposées ne sont à l'évidence pas propres à pallier efficacement les risques de fuite et de collusion constatés. En effet, de jurisprudence constante, le dépôt de pièces d'identité n'est pas de nature à empêcher le recourant de quitter le territoire suisse pour un pays limitrophe ou de disparaître dans la clandestinité, mais uniquement, à l'instar d'un départ à l'étranger ou de l'entrée dans la clandestinité, à en constater la réalisation a posteriori (TF 1B_158/2021 du 20 avril 2021 consid. 3.5 et les références citées ; TF 1B_347/2019 du 17 septembre 2019 consid. 4.3.1 ; TF 1B_362/2019 du 17 septembre 2019 consid. 3.3.1 et 3.3.2). Il en va de même du port du bracelet électronique, qui peut du reste être ôté ; en outre, un tel dispositif n'empêcherait pas le recourant de contacter ses victimes et de prendre d'autres mesures depuis son domicile pour entraver la recherche de la vérité. Au surplus, aucune autre mesure de substitution ne paraît susceptible de contenir les risques retenus. En particulier, on ne saurait faire défense au recourant de prendre contact avec les personnes impliquées, dans la mesure où le respect de cette obligation ne reposerait que sur la volonté de celui-ci de s'y soumettre ; or, vu l'absence de fiabilité du recourant et sa propension à mentir, le risque qu'il perturbe l'enquête et tente de faire disparaître des preuves ne saurait être pris.

E. 7

En définitive, le recours interjeté par R. _____ doit être rejeté et l'ordonnance attaquée confirmée. Vu le sort du recours, les frais de la procédure de recours, constitués de

l'émolument d'arrêt, par 1'760 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; BLV 312.03.1]), ainsi que des frais imputables à la défense d'office

- 17 - (art. 422 al. 1 et 2 let. a CPP), fixés à 540 fr. sur la base d'une durée d'activité raisonnable d'avocat indiquée de 3 heures au tarif horaire de 180 fr., auxquels il convient d'ajouter des débours forfaitaires à concurrence de 2 % (art. 2 al. 1 let. a et 3bis al. 1 RAJ [Règlement sur l'assistance judiciaire en matière civile du 7 décembre 2010 ; BLV 211.02.3], applicables par renvoi de l'art. 26b TFIP), par 10 fr. 80, et la TVA, par 42 fr. 40, soit à 594 fr. au total en chiffres arrondis, seront mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP). Le remboursement à l'Etat de l'indemnité allouée au défenseur d'office de R. _____ ne sera exigible que pour autant que la situation financière de ce dernier le permette (art. 135 al. 4 let. a CPP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est rejeté. II. L'ordonnance du 15 avril 2022 est confirmée. III. L'indemnité allouée à Me Xavier Oulevey, défenseur d'office de R. _____, est fixée à 594 fr. (cinq cent nonante-quatre francs), TVA et débours compris. IV. Les frais d'arrêt, par 1'760 fr. (mille sept cent soixante francs), ainsi que l'indemnité allouée au défenseur d'office du recourant, par 594 fr. (cinq cent nonante-quatre francs), sont mis à la charge de R. _____. V. Le remboursement à l'Etat de l'indemnité d'office allouée au chiffre III ci-dessus ne sera exigible que pour autant que la situation financière de R. _____ le permette. VI. L'arrêt est exécutoire. La présidente : La greffière :

- 18 - Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Me Jacques Barillon, avocat (pour R. _____), - Me Xavier Oulevey, avocat, - Ministère public central, et communiqué à : - Mme la Présidente du Tribunal des mesures de contraintes, - M. le Procureur de l'arrondissement de Lausanne, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). En vertu de l'art. 135 al. 3 let. b CPP, le présent arrêt peut, en tant qu'il concerne l'indemnité d'office, faire l'objet d'un recours au sens des art. 393 ss CPP devant le Tribunal pénal fédéral (art. 37 al. 1 et 39 al. 1 LOAP [loi fédérale du 19 mars 2010 sur l'organisation des autorités pénales ; RS 173.71]). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal pénal fédéral dans un délai de dix jours dès la notification de l'arrêt attaqué (art. 396 al. 1 CPP). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.